

JULIUS NYERERE ET LA REVOLUTION AFRICAINE

Par

*Harry GOULBOURNE**

INTRODUCTION

La place de choix qu'occupe Julius Kamgarage NYERERE parmi les plus grands leaders de la révolution africaine est à la fois incontestable et unique. Leader du mouvement nationaliste «Tanganika African National Union» (TANU) (Union Nationale Africaine de Tanganika) depuis sa création, en 1954 et Chef de l'Etat depuis l'accession de son pays à l'indépendance en 1961, NYERERE est, aujourd'hui, au premier rang des hommes d'Etat africains. Il se distingue également par le fait qu'il est de toute sa génération le plus éminent pan-africaniste qui ait été depuis si longtemps à la tête des affaires de son pays. D'ailleurs, il n'a jamais trahi ses convictions pan-africanistes primitives, au contraire, il a toujours cherché à les développer. A la différence de NKRUMAH, NYERERE a été capable de mettre sur pied ce qui peut être considéré, à juste titre comme le plus stable et probablement le plus viable système politique d'Afrique, tout en fournissant une assistance considérable aux nationalistes et mouvements de libération d'autres pays africains. Sa façon d'énoncer l'idéologie sociopolitique du socialisme et du «self-reliance» (compter sur ses propres forces) a forcé à la Tanzanie, l'admiration aussi bien du bloc de l'Est que des pays occidentaux. En même temps la Chine et les pays non-alignés considèrent la Tanzanie comme un champion des problèmes du Tiers-Monde. Du reste, sous la direction de NYERERE, la Tanzanie a été en mesure de poursuivre une politique qui prouve un degré d'indépendance considérable même si elle continue à dépendre des prêts et de l'aide extérieure pour une part considérable du financement de son plan quinquennal en cours (1).

Cependant ce ne sera pas seulement pour ces considérations générales qu'on se souviendra avec éclat de NYERERE dans les annales de la libération noire. On se rappellera plutôt de Julius NYERERE principalement pour son profond engagement personnel à la libération du continent Africain du Colonialisme et pour les sacrifices qu'il a voulu faire faire à son pays (un des 25 les plus pauvres du monde) afin que soient opérés des changements dans un continent dont il considère que le peuple a été trop longtemps «exploité, opprimé et humilié» (2) par des forces étrangères à l'Afrique.

Le but principal de cet essai est de souligner, en termes généraux, la contribution de NYERERE à la lutte perpétuelle pour la libération de l'Afrique. Je trouve qu'il y a eu une logique remarquable entre ses idées et

* *Maître de Conférence, Département de Sciences Politiques, Université des Antilles – Kingston, Jamaïque.*

Article présenté à la VIe Conférence bis-annuelle de l'Association Africaine de Science Politique, Harare, Zimbabwe, 23–27 Mai 1981.

ses efforts pour soutenir le processus de libération comme il le définit lui-même. Pour des raisons de commodité, cet essai est divisé en trois parties qui sont encore plus étroitement imbriquées que ne l'indique la façon dont elles sont traitées ici : premièrement, le concept de libération dans la conception générale qu'a NYERERE de la condition africaine, deuxièmement, les efforts de NYERERE visant à donner un caractère pratique à ses convictions ; et, troisièmement, le rapport entre le socialisme tanzanien et la révolution africaine en général.

CONCEPTION DE LA LIBERATION CHEZ NYERERE

NYERERE n'est pas seulement un homme d'action. Ses écrits et ses discours renferment tous les principaux problèmes auxquels il a dû faire face en tant que leader de la TANU (devenue CCP) et en tant que président de la République Unie de Tanzanie. NYERERE est revenu à plusieurs reprises sur le problème de la libération, du fait que c'est là l'un des aspects persistants de la politique du continent, mais plus particulièrement en Afrique Australe durant les deux dernières décades. En exposant dans ses grandes lignes la pensée de NYERERE sur la libération, je me dois d'évoquer un discours peu connu qu'il prononça à l'Université d'Ibadan, au Nigéria, à l'occasion de la visite officielle qu'il y effectua en 1976 ; ce discours étant celui qui éclaire le plus sa position sur ce problème (3).

La libération, soutient NYERERE, est «un processus historique et non une action unique dont l'achèvement sera célébré chaque année» (4). Il identifie quatre aspects dans ce processus : se libérer de l'autorité coloniale et de celle de la minorité raciale ; se libérer de la domination économique extérieure ; se libérer de la pauvreté, de l'injustice et de l'oppression «imposées à des Africains par des Africains» (5) et se libérer mentalement — «mettre un terme à la subjugation mentale qui fait croire aux Africains que les autres peuples et les autres nations leur sont, par inhérence, supérieurs et que leurs expériences peuvent automatiquement être transférées aux besoins et aspirations de l'Afrique» (6).

NYERERE fait la distinction entre la liberté «personnelle» de la dernière catégorie et les autres qu'il appelle aspects «sociaux et communautaires» de la libération. La liberté personnelle est perçue comme une réalisation individuelle mais il est évident qu'elle comporte d'importantes implications pour des processus sociaux de libération plus élargis. La liberté personnelle, en Afrique, est également un reflet de la condition des autres aspects de la libération ébauchés par NYERERE.

Le premier aspect de la libération, ou la première étape de ce processus en Afrique est l'indépendance politique. C'est l'aspect le plus crucial du fait qu'elle est le «fondement de toutes les autres formes de libération pour l'Afrique» (7). Avant toute autre forme de libération pour l'Afrique, l'indépendance politique nationale vis-à-vis des régimes coloniaux et des minorités raciales doit être acquise. Cette forme de libération implique également la liberté d'agir ; c'est-à-dire, la liberté de décider de la voie qu'une nation souhaite prendre au lieu de permettre aux autres de prendre les décisions à sa place. Dans ce discours d'Ibadan, NYERERE revient sur

son optique proche du néo-Rousseau selon laquelle en dépit de «toutes» les horreurs que nous avons vécues dans l'Afrique indépendante, je continue à affirmer qu'il est préférable de subir une oppression dans une nation libre plutôt que d'être dans un empire colonial, quelle que puisse être la douceur de sa loi» (8).

Ainsi, même s'il n'exprime pas l'angoisse personnelle comme le fit par exemple Franz FANON, NYERERE est néanmoins profondément conscient de la dégradation et de l'humiliation de l'individu que le colonialisme a apportées à l'Afrique. Cependant à partir de ses premières années de politique il essaya de formuler cela en termes de communauté — le ravage, la dégradation qu'une autorité coloniale apporte à la communauté. Donc, dans sa pensée, il n'y a pas eu cette notion, si fréquente dans l'esprit politique antillais des décennies avant ou immédiatement après la dernière guerre, qu'un peuple doit être préparé pour l'indépendance politique. Le colonialisme engendre l'irresponsabilité et sape le moral d'un peuple à un point tel que le colonisé perd tout respect de soi-même.

C'est à partir de cette perspective que nous devons comprendre la colère qu'a éprouvée NYERERE en 1966, lorsque des étudiants de l'université de Dar-es-Salam protestèrent contre l'instauration du service national qui allait les toucher. Ils allèrent voir le Président à sa résidence à Dar-es-Salam et, au cours de la discussion quelques étudiants lui auraient fait la remarque que les choses allaient mieux durant l'époque coloniale que sous le gouvernement national. Ceci mit NYERERE tellement en colère qu'il décida non seulement de faire fouetter quelques étudiants, mais également de les renvoyer temporairement de l'université pour une période qui leur permettrait de s'apaiser.

Un gouvernement africain, indépendamment du degré de l'oppression qu'il exerce doit être préférable à un régime colonial bienveillant car avec l'indépendance, un préalable existe pour un développement plus poussé. Le colonialisme a non seulement mis l'Afrique dans sa triste situation actuelle ; mais, encore plus grave, il est moralement indéfendable. L'indépendance politique est la première étape fondamentale dans la libération du continent.

Mais le fait que l'indépendance politique ne soit que la première étape fondamentale dans le processus de libération n'a pas toujours fait partie de la conception politique de NYERERE. Comme la plupart des dirigeants africains de l'après-guerre jusque dans les années 60, NYERERE a cru qu'avec l'indépendance politique, le contrôle de l'économie allait également être transféré aux nationalistes par le pouvoir colonial battant en retraite. NKRUMAH a exprimé ce point de vue de façon dramatique lorsqu'il a exhorté ses compatriotes à «chercher d'abord le pouvoir politique et tout suivra». En Tanzanie comme partout ailleurs dans le continent, et certainement dans l'ensemble du monde décolonisé, on a cru qu'avec la combinaison d'un tel dur labeur à l'intérieur, de capitaux étrangers et d'un gouvernement national favorable agissant en honnête courtier, «les fruits de l'indépendance» comprendraient la croissance et le développement pour le peuple tout entier. Le premier Plan quinquennal Tanzanien, encore une fois comme presque partout ailleurs, était basé sur ces hypothèses.

Heureusement, NYERERE, à la différence de beaucoup d'autres dirigeants nationalistes, croyait également que l'indépendance politique devrait signifier la participation démocratique, le contrôle sur les activités économiques, la productivité croissante ainsi qu'un partage plus équitable des richesses, et il s'était préparé à mener ces convictions plus loin que tout. Son erreur, ou son innocence, a été de croire qu'il pouvait arriver à tout cela aussitôt après le remplacement à Dar-es-Salam — du pavillon britannique par le drapeau national tanzanien. NYERERE — toujours sincère quant à ses efforts et à son pays — le reconnut dans un discours qu'il prononça à l'université des Antilles, à Mona, en Jamaïque en 1975. Il admit que :

« Nous avons été très naïfs. Nous avons cru qu'elles (les attentes de l'indépendance politique) pourraient être réalisées sans des changements fondamentaux dans les systèmes social, politique et économique que nous avons hérités de nos maîtres coloniaux. Nous avons pensé que notre problème allait être résolu en développant les structures existantes et en remplaçant les fonctionnaires coloniaux par des fonctionnaires locaux » (9).

Mais NYERERE et ses proches lieutenants apprirent bientôt que l'indépendance politique — « l'indépendance du drapeau » comme il le reproche souvent n'était que le début d'une longue route vers la libération totale vis-à-vis des forces étrangères. La *Déclaration d'Arusha* de 1966, qui a placé la Tanzanie dans le camp des pays radicaux du Tiers Monde, a été l'expression la plus dramatique de la réalité du fait que l'indépendance politique n'entraîne pas automatiquement l'indépendance économique, mais peut en constituer la base.

En Tanzanie, la mise en relief de l'argent — sous forme d'aide, de prêts et d'investissement privé — ne peut être la base de son développement. Comme le souligne NYERERE, un homme pauvre ne peut espérer utiliser l'argent comme une arme. Il fit appel aux Tanzaniens pour qu'ils comptent sur leurs propres efforts comme base du développement. Dans le contexte de l'Afrique et de la place qu'elle occupe dans le monde contemporain, la dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers — qu'elle que soit sa forme — ne peut que conduire à l'érosion de la souveraineté nationale.

En exprimant cette prise de conscience, NYERERE fait une distinction sensible entre les « symboles » et la « réalité » du pouvoir — distinction confirmée par l'expérience et qui ne devait être à la mode dans les cercles marxistes que dans les années 1970 à la suite de l'œuvre de Nicos POULANTZAS. NYERERE soutint qu'avec des activités économiques contrôlées par des capitaux privés — qui selon lui ne peuvent être en Tanzanie que des capitaux étrangers et une lourde dépendance vis-à-vis des prêts et aides extérieurs, il est possible pour la Tanzanie et les autres Etats africains de se trouver démunis de tout contrôle de leur destin. Cela vaut la peine de citer NYERERE *in extenso* :

« Si un pays comme la Tanzanie adopte un système capitaliste, le résultat sera inévitable. En pratique des étrangers détermineront les priorités économiques, les politiques fiscales et la structure sociale du pays. Et tout cela, tour à tour, aura une influence de taille sur les relations

extérieures et les politiques internationales en général. Il n'y a nullement besoin d'être xénophobe pour se demander ce qui va rester de l'indépendance nationale après cela. Les apparats resteront ; le drapeau national flottera ; le chef de l'Etat sera toujours reçu par la salve des 21 coups de canon ; le siège aux Nations Unies sera toujours là, ainsi de suite. *Il y aura une apparence de contrôle gouvernemental dans la vie quotidienne* du pays – et même sur les firmes appartenant à des étrangers. Vraiment du point de vue du citoyen, le gouvernement semblera contrôler le pays, et sera blâmé quand les choses iront mal. *Mais la réalité du pouvoir sera toute autre.* (souligné par moi). (10).

Le nationalisme politique de NYERERE s'est épanoui dans un nationalisme économique corroboré par sa propre expérience. La libération de la domination coloniale n'a pas réalisé les belles espérances qu'elle avait suscitées dans les années 50. La domination extérieure basée sur des facteurs économiques fut une réalité à laquelle l'expérience nationaliste n'a pas appris aux dirigeants tanzaniens à faire face. Sa perception intense de cette question et des problèmes connexes place NYERERE au milieu des années 60 loin devant les autres dirigeants du Tiers-Monde qui n'ont commencé à prendre pleinement conscience des menaces que faisait peser le néo-colonialisme sur la souveraineté de leurs pays qu'au cours de la décade qui a suivi les années 1970 ; et comme NYERERE le pose, dans certains cas, on ne peut même pas parler d'économie nationale.

C'est sans surprise que NYERERE et les dirigeants politiques tanzaniens devaient tirer des enseignements surtout à partir des empiètements des sources extérieures de financement sur la politique étrangère tanzanienne. Depuis longtemps NYERERE a précisé que l'un des principaux aspects de la politique extérieure de la Tanzanie était un engagement total au mouvement des non-alignés. Cependant, en 1964, lorsque la révolution éclata dans l'île Zanzibar et que le Tanganika et Zanzibar fusionnèrent pour former la République Unie de Tanzanie, ce principe fut mis à l'épreuve. La révolution, de Zanzibar – qui a renversé l'ancien régime féodal et raciste – a été reconnue, en premier lieu, par la République Démocratique Allemande pendant que la Tanzanie continentale, depuis longtemps, entretenait d'étroites relations avec la République Fédérale d'Allemagne et bénéficiait d'elle une aide substantielle. Les Allemands de l'Ouest se froissèrent de la décision de Dar-es-Salam de reconnaître les Allemands de l'Est. Lorsque NYERERE et Abeid KARUME, le Vice-Président et chef du Conseil de la Révolution de Zanzibar, arrivèrent à un compromis par lequel il y avait un ambassadeur de la R.F.A. à Dar-es-Salam et un consul général à Zanzibar, les Allemands de l'Ouest réagirent en retirant leur aide des projets qu'ils finançaient en Tanzanie continentale et dont le pays avait réellement besoin. NYERERE répliqua en demandant que toute aide de la RFA fut retirée pendant qu'il continuait de reconnaître ce pays à Dar-es-Salam et que les Allemands de l'Est maintenaient un bureau à Zanzibar. Ainsi fut vigoureusement réaffirmé son principe selon lequel l'aide ne doit pas être liée à la politique extérieure ; il a également démontré que la Tanzanie accepterait de se passer d'aide indispensable pourvu que son indépendance demeure intacte (11).

La seconde expérience eut lieu avec le Gouvernement travailliste l'Harold WILSON en Grande Bretagne à propos du problème de la déclaration unilatérale d'indépendance d'Ian SMITH dans la colonie britannique de la Rhodésie du Sud d'alors. Le mépris complet de WILSON vis-à-vis de l'opinion africaine à propos de cette situation amena l'O.U.A. à voter une résolution demandant à la Grande Bretagne d'écraser la rébellion au plus tard le 15-12-1965, sinon les différents Etats africains, signataires de la déclaration, rompraient leurs relations avec la Grande Bretagne (12). A la mi-décembre, rien n'avait été fait : WILSON relevait le défi. Des huit Etats qui ont respecté la résolution seuls deux étaient membres du Commonwealth : le Ghana de NKRUH et, bien entendu, la Tanzanie. En réalité, NYERERE ne fit que réaffirmer son point de vue selon lequel l'aide ne doit pas être liée de façon à permettre que l'on tourne au ridicule la souveraineté du pays bénéficiaire de cette aide. Mais en agissant ainsi il sacrifie plus de 7 millions de livres sterling qui arrivaient de Grande Bretagne pour financer quelques uns des projets inscrits au plan quinquennal.

Ces deux expériences de la Tanzanie prouvèrent à NYERERE, de façon dramatique, l'absurdité de la planification dans une économie dépendant entièrement de sources extérieures de financement, notamment lorsque le but premier d'une telle planification est de répondre aux besoins des masses pauvres d'un pays sous-développés comme la Tanzanie, au lieu de maximiser les profits au bénéfice des investisseurs privés. En février 1967, donc, NYERERE prit la décision capitale de mettre son pays sur la voie d'un développement auto-orienté qui implique une plus grande dépendance vis-à-vis des ressources nationales. En agissant ainsi, NYERERE s'est rangé du côté des forces les plus progressistes de la politique tanzanienne qui sont arrivées à la même conclusion en ce qui concerne leur pays.

Durant la décennie des années 1970 NYERERE était devenu un champion de la cause du Tiers-Monde dans l'appel général pour un nouvel ordre économique international. Au début de l'année 1977 NYERERE fit une visite officielle aux Etats-Unis d'Amérique (la raison principale fut qu'il avait été enthousiasmé par l'élection de Jimmy CARTER à la présidence) et, dans un discours à l'université de Howard, il fit un «plaidoyer» au nom du Tiers-Monde. Le «Plaidoyer pour les pauvres» (13) – titre qu'il a donné à son discours – concerne non seulement la Tanzanie, mais également le Tiers-Monde car NYERERE est arrivé au constat que la pauvreté de la Tanzanie ou celle de l'Afrique ne sont pas les seules au monde. Comme d'autres dirigeants radicaux du Tiers-Monde NYERERE a fini par accepter les vues de théoriciens du sous-développement tels que Gunder FRANK et Samir AMIN en ce qui concerne les causes de leur sous-développement. Ainsi les dirigeants radicaux du Tiers-Monde pensent qu'il n'y a pas à avoir honte de demander aux pays industrialisés l'aide dont on a besoin ; les dirigeants n'ont pas besoin de s'abaisser autant que Kofi BUSIA du Ghana qui, un jour, déclara à l'aéroport de Heathrow qu'il était venu «en mendiant spécial». La pauvreté du Tiers-Monde est la conséquence directe de la richesse du Monde capitaliste développé. L'appel à la réforme n'a donc pas seulement pour but d'instaurer une prospérité de manière bienveillante, mais il vise également un réajustement des prix des matières premières par

rapport à ceux des produits manufacturés venant des pays développés. Si des réformes n'interviennent pas à brève échéance, alors l'ensemble du système capitaliste de production et d'échange pourrait se trouver menacé.

La Tanzanie a été ainsi au premier plan dans la confrontation qui eut lieu entre les institutions financières internationales qui perpétuent la dépendance et les pays radicaux du Tiers-Monde. Cette confrontation s'est trouvée mise en vedette par les conditions drastiques offertes par le FMI aussi bien à la Tanzanie qu'à la Jamaïque sous le gouvernement radical de Michael MANLEY. La prescription générale de cette institution pour les pays du Tiers-Monde — réductions des dépenses publiques, des dépenses sociales notamment, dévaluation de la monnaie nationale, diminution des salaires accompagnée d'augmentation des prix — fut proposée à NYERERE au début de 1979 lorsqu'il demanda un prêt. Ceci arriva aussitôt après le renversement par la Tanzanie du régime barbare d'Idi AMIN, en Ouganda ; et la presse mondiale hostile se mit à attaquer la Tanzanie pour cet acte et signala que son économie avait été ruinée par la guerre. Bien entendu cette guerre, qui a dû coûter, à la Tanzanie, un montant estimé à US \$ 3000 m, précipita la crise que traversait le pays en 1979, causant de graves pénuries des biens importés et arrêtant presque l'industrie. Mais les besoins de la Tanzanie en 1979 ne furent pas uniquement la conséquence de la guerre avec AMIN : la sécheresse grave et les conditions atmosphériques irrégulières en fin 1978 et début 1979 causa des ravages dans l'agriculture qui est la principale ressource de l'économie tanzanienne. Egalement, comme NYERERE, irrité, le fit remarquer dans une riposte à ses détracteurs, l'économie tanzanienne a toujours été attardée et avait besoin de sources extérieures de financement. Ce qu'il demande c'est que de tels prêts, etc. ne soient pas octroyés à la condition que le bailleur de fonds ou le donateur dicte la politique à suivre pour le reste de l'économie tanzanienne. Comme il le dit avec justesse, le FMI n'a pas reçu mandat général pour être le ministre international des finances pour les économies du Tiers-Monde comme ses représentants semblent le penser. En fin de compte NYERERE l'emporta le jour où le FMI fut sévèrement critiqué pour son anti-radicalisme bien établi dans les pays du Tiers-Monde. Néanmoins, l'expérience a été humiliante pour la Tanzanie car elle lui a rappelé brusquement que le néo-colonialisme opérant à travers les institutions financières internationales est prêt à griffer au visage les pays du Tiers-Monde lorsqu'ils ont le plus besoin d'assistance.

Ainsi, à la fin des années 1970, NYERERE semble avoir une perception plus générale des forces auxquelles il doit faire face et de leur nature universelle. Ceci influe sur le processus de la libération de l'Afrique, car, alors que dans la lutte pour l'indépendance politique les nationalistes pouvaient le plus souvent se baser sur une grande unité au niveau nationale, ceci n'est vraisemblablement pas le cas dans la lutte contre le néo-colonialisme. Si la lutte nationaliste pour l'indépendance fut relativement franche, dans laquelle le «future tyran et le démocrate (pouvaient) travailler ensemble contre l'autorité étrangère» (14), il en va tout autrement dans la lutte pour l'indépendance économique. Voilà une admission pertinente d'un homme qui, au début des années 1960, soutint qu'il n'y a pas, en Afrique, de divisions profondes basées sur des intérêts de classes antagonistes (15).

Le refus de l'existence d'antagonisme social est l'une des faiblesses essentielles de la perception qu'a NYERERE du processus de libération. Même s'il a pu reconnaître que la lutte contre le néo-colonialisme en Afrique ne trouvera pas le même degré d'unité que la lutte pour l'indépendance, NYERERE n'a pas voulu ou n'a pas été en mesure d'en trouver la raison. Lorsqu'il parle d'intérêts, il ne semble pas comprendre que ce terme implique des différences de classes qui doivent être définies dans des termes autres que nations « riches » et « pauvres », populations urbaine et rurale, ainsi de suite. L'intérêt n'est, en aucune façon liée à l'existence de classes sociales. Ceux qui ont des liens étroits avec les forces du néo-colonialisme sont vus comme des gens ou des frères malchanceux qui n'ont pas compris où se trouvait la bonne voie. Ceci est, en général, considéré comme un phénomène individuel plutôt qu'un facteur social d'importance primordiale. En cela, le nationalisme et les convictions pan-africanistes de NYERERE sont claires mais il obscurcit sa perception de beaucoup de réalités autour de lui.

Ensuite, découlant de son défaut de perception claire du rattachement de l'intérêt aux classes, la conception de libération, chez NYERERE, souffre de ses hypothèses fondées sur l'humanisme. Pour lui, la libération est à mener avec la communauté sans plus de façons. Le fait que la libération d'une partie de la communauté puisse signifier l'oppression d'une autre partie n'existe pas dans sa perception de la société.

Ces remarques sont, bien entendu, des commentaires généraux sur sa conception sociale et politique plus étendue : NYERERE, d'une part, croit en l'unité des systèmes socio-politique et économique mais, en même temps il est intellectuellement attiré vers certaines notions de liberté qui proviennent aussi bien de traditions libérales, chrétiennes et de socialisme humaniste d'Europe Occidentale que du communalisme africain pré-colonial. Le système politique qu'il a cherché à ériger en Tanzanie reflète quelques-unes des tensions entre ces éléments souvent contradictoires dans sa pensée.

La forte influence qu'il a eue sur les mouvements de libération en Afrique Australe et sur le système politique tanzanien signifie qu'il a parfois eu un effet contradictoire semblable sur le processus de libération dans cette partie du continent.

NYERERE ET LA LUTTE DE LIBERATION EN AFRIQUE AUSTRALE

Que ce soit vis-à-vis du colonialisme ou du néo-colonialisme, l'anti-impérialisme logique de NYERERE est depuis longtemps une constante de la politique extérieure de la Tanzanie. Même avant l'indépendance politique obtenue de la Grande Bretagne en 1961, NYERERE et la TANU avaient défini la voie que le jeune Etat devait suivre. Il indique clairement que si l'Afrique du Sud devait être de nouveau admise au sein du Commonwealth, le Tanganyika ne chercherait pas à être membre de cette organisation après l'indépendance. Cette adhésion devant être avantageuse pour le Tanganyika, le vote pour la réadmission de l'Afrique du Sud signifierait que le Tanganyika devait rester en dehors de cette organisation. Dans un article paru à

l'Observer de Londres, au moment de la réunion des chefs d'Etat du Commonwealth, qui devait examiner l'adhésion de l'Afrique du Sud, NYERERE déclarait :

Si le Commonwealth est comme nous le croyons, une association volontaire d'amis, un «Club», nous ne voyons pas comment des pays comme les nôtres, engagés dans des politiques basées sur la dignité humaine pourraient être membres en même temps que l'Afrique du Sud (16).

Les quatre aspects majeurs de la politique extérieure de la Tanzanie ont toujours consisté à apporter un soutien au mouvement non-aligné, un soutien aux Nations Unies en tant qu'espoir pour les nations pauvres et faibles, l'unité africaine et un soutien actif au «mouvement pour la libération de l'indépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'oppression raciale» (17) en Afrique Australe. Cependant, la politique non alignée que mène la Tanzanie n'a jamais été un obstacle à sa position assurément alignée avec les forces progressistes pour le changement en Afrique. NYERERE s'exprima franchement lorsqu'il déclara que les peuples africains veulent leur indépendance et si l'aide leur vient de l'Est, ils s'y accrocheront. Il a souvent fait ressortir l'argument si caractéristique de feu Kwame NKRUMAH selon lequel «la libération totale de l'Afrique et l'unité totale de l'Afrique sont des objectifs primordiaux de notre parti et de notre Gouvernement» (18) ; et il a grandement insisté sur le fait que les Tanzaniens «ne seront jamais vraiment libres et en sérénité tant que certaines parties de notre continent seront toujours réduites à l'esclavage» (19).

Le Tanganyika est le premier territoire politiquement indépendant proche de l'Afrique du Sud, à prendre cette position progressiste visant à apporter son appui aux combattants de la libération en Afrique Asustrale et à tous ceux qui fuient le barbarisme du régime raciste sévissant dans la région. Ainsi la Tanzanie devint le centre des combattants pour la libération de l'Afrique du Sud, de ceux de la colonie de la Rhodésie du Sud d'alors (actuellement Zimbabwe) et de ceux des colonies portugaises qu'étaient le Mozambique et l'Angola aussi bien que de la Namibie. Aussi bien l'African National Congress (Congrès National Africain) d'Afrique du Sud, le plus ancien mouvement de libération du Continent — et qui pour certains, a obtenu le moins de succès — que son rival le Pan African Congress (le Congrès Pan-africain) maintiennent des bureaux à Dar-es-Salam. Le FRELIMO, le Mouvement de Libération du Mozambique fut fondée à Dar-es-Salam et c'est à partir du territoire tanzanien qu'il lançait la plupart de ses raids en territoire occupé par les Portugais. Il n'est donc pas surprenant que les premières parties du pays libérées par le FRELIMO fussent limitrophes du Sud de la Tanzanie. Bien entendu, la Tanzanie a dû payer le prix de cet appui : les Portugais usant des armes de l'OTAN bombardèrent souvent des villes tanzaniennes et posèrent des mines sur une grande partie de la frontière.

Dar-es-Salam prit encore plus d'importance en tant que lieu central de discussion lorsque fut libéré le Zimbabwe à la fin des années 1970. D'abord les initiatives de KISINGER et des britanniques pour le compte de la minorité blanche de Salisbury durant les derniers jours de l'Administration

FORD, se déroulèrent à Dar-es-Salam. Ceci est également vrai pour l'initiative prise par Andrew YOUNG au début de la présidence de CARTER et plus tard encore, pour la tentative du Gouvernement THATCHER en Grande-Bretagne tendant à prévenir la victoire militaire totale des forces de libération. Au cours des discussions sur la Rhodésie qui se sont déroulées l'année dernière à Lancaster House, les chefs des mouvements de libération sont retournés à plusieurs reprises à Dar-es-Salam pour des consultations avec NYERERE et ses camarades des pays de la ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) dont il est le président.

Au cours des années 1970, Dar-es-Salam était devenu non seulement un foyer pour les combattants des mouvements de libération d'Afrique mais il servait également de centre pour plusieurs groupes progressistes non-Africains. Par exemple l'O.L.P. a installé un bureau à Dar-es-Salam parce que, au sujet de la Palestine, la Tanzanie a adopté une position progressiste. Au cours de la dernière décennie, les péronistes Monténaros d'Argentine avaient également un bureau à Dar-es-Salam ; plus tard ils le déplacèrent à Maputo.

Par ailleurs, NYERERE a considérablement contribué à l'émergence d'une stratégie pour la libération du continent. Pour ce qui concerne la lutte, NYERERE a mis un accent particulier sur l'importance de l'unité entre les Etats africains mais spécialement entre les forces de libération. Comme déjà mentionné plus haut, l'unité africaine constitue une des pierres angulaires de la politique extérieure tanzanienne et NYERERE s'est toujours engagé vis-à-vis de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.). La Tanzanie fait partie de la poignée d'Etats fidèles à l'engagement fait lors de la création de l'O.U.A. en 1963. Cet engagement comporta pour les membres de l'organisation, le boycott des articles en provenance de l'Afrique du Sud et du Portugal ; la contribution de un pour cent de leurs budgets nationaux à un fonds spécial pour la libération et, lorsque c'est demandé, être prêt à envoyer des troupes volontaires dans les zones de combat. Lors de disputes entre Etats africains, NYERERE a toujours pris la position selon laquelle les Etats doivent continuer à soutenir et à respecter la Charte de l'O.U.A. qui accepte les frontières arbitraires tracées sous les différents régimes européens à la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle. Cependant, ceci ne signifie guère que les entités nationales actuelles découpées du corps de l'Afrique aient une signification durable pour les peuples du continent ou que ces états-nations soient des entités suffisantes pour la libération de l'Afrique. Comme NKRUMAH et les pan-africanistes de la période remontant jusqu'en 1945, NYERERE s'accroche au rêve qu'un jour l'Afrique devra s'unir si elle doit sérieusement faire face à ses problèmes. Dans sa perception, ceci peut voir le jour sur une base régionale ou continentale mais les actuels états-nations nés du colonialisme ne constituent pas des fondements adéquats permettant aux peuples africains de surmonter la pauvreté, l'ignorance, l'oppression extérieure, la maladie et les conditions actuelles généralement déplorables de l'Afrique.

En attendant, les Etats africains devront, cependant, respecter les frontières séparant les uns des autres. La guerre victorieuse contre le régime d'Idi AMIN en Ouganda en 1978-79 peut sembler en contradiction avec ce principe. Les censeurs de la conduite de NYERERE au sein de l'O.U.A.

(par exemple le Président NIMERI du Soudan qui fut un supporter acharné d'Amin et les dirigeants nigériens avant le régime civil) et d'autres hors du continent ont certainement souligné le fait que la Tanzanie de NYERERE fut le premier Etat africain à renverser un autre état africain par la force des armes, violant ainsi la Charte de l'O.U.A. La réalité, cependant est que AMIN a, à plusieurs reprises menacé la sécurité et la souveraineté de la Tanzanie en réclamant des parties de ce pays. La rivière Kagera, criait AMIN, devrait être la frontière naturelle entre les deux pays. Et ce cri devenait plus fort chaque fois qu'il faisait face à un sérieux défi de ses lieutenants directs. La bataille s'est poursuivie parce que les efforts de la Tanzanie pour aider dans la guerre de l'Afrique Australe se trouvaient contrecarrés par les provocations constantes d'AMIN.

L'engagement à l'unité africaine s'est également poursuivi à un niveau régional. NYERERE était prêt à retarder l'indépendance du Tanganyika si Jomo KENYATTA acceptait l'union entre le Kenya et la Tanzanie ; NYERERE était également prêt à abandonner la présidence de cette union à KENYATTA. Dans l'union entre le Tanganyika et Zanzibar, NYERERE et ses compatriotes étaient prêts à faire toutes les concessions voulues par Zanzibar — bien que cette île représentât, en surface, moins qu'un large parc en Tanzanie continentale — afin de montrer leur bonne volonté. Cependant l'expérience vécue avec la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, (groupant la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda), qui éclata en 1976, a rendu les Tanzaniens prudents pour le moment, quant à des liens régionaux étroits. Pour Dar-es-Salam la Communauté a, presque exclusivement profité au Kenya et l'on y éprouve une répugnance à tout engagement qui pourrait avoir le même résultat. Ainsi la Tanzanie a cherché à s'assurer des accords bilatéraux dans le domaine du commerce, des transports, et des changes etc... avec le Mozambique, la Zambie, le Burundi et s'est engagé dans des négociations dans ces domaines avec le nouvel état indépendant de Zimbabwé.

En ce qui concerne la lutte de libération, NYERERE a senti qu'elle ne peut être poursuivie efficacement sans une unité véritable entre les différents mouvements de libération. Par conséquent, en tout temps, il a cherché à unir ces mouvements : l'ANC et le PAC de l'Afrique du Sud ; le ZANU et la ZAPU du Zimbabwé ; la SWAPO et le SWANU de la Namibie ainsi de suite. Il peut être important de noter que le Mozambique, le voisin au Sud de la Tanzanie le plus immédiat, qui s'est battu pour son indépendance durant les années 1960 et 1970 et dont le mouvement de libération a été créé en Tanzanie n'a jamais souffert du même manque d'unité comme cela a été et est encore le cas aussi bien pour l'Angola que pour le Zimbabwé. Lorsque les racistes de Salisbury et leurs supporters de Washington et de Londres tentèrent d'exploiter les divisions au sein des mouvements de libération, NYERERE était au premier plan travaillant à l'unité sur deux fronts : les pays les plus engagés dans l'appui à la lutte de libération, non seulement se groupèrent en Etats de la Ligne de front, mais s'assurèrent qu'aucune décision majeure concernant l'issue de la lutte ne serait prise sans des consultations adéquates avec les guerilleros sur le terrain et leurs dirigeants politiques. A un autre niveau, l'unité des mouvements de libération

eux-mêmes fut encouragée. Lorsqu'il apparut que les pays occidentaux se préparaient à faire pression sur SMITH pour arriver à un accord acceptable au Zimbabwe, la ZANU, la ZAPU et le FROLIZI furent incités à se grouper eux-mêmes sous une entité de coordination appelée l'UANC sous la direction de celui qui était alors le respectable Evêque Abel MUZOREWA. Lorsque cette entité éclata et que la lutte prit une autre tournure, NYERERE et ses collègues des Etats de la Ligne de Front incitèrent la formation du Front Patriotique entre la ZAPU dirigée par Joshua NKOMO et la ZANU dirigée par Robert MUGABE. Cette union dura jusqu'à la veille de l'indépendance du Zimbabwe mais il est important de noter que les Britanniques et les racistes rhodésiens n'aient pu traiter avec ces groupes séparément lors des discussions de Lancaster House et l'unité s'avéra d'un grand profit. (La récente visite de NYERERE à Salisbury devait avoir un effet unificateur sur les deux parties). Néanmoins, il est important de noter que l'insistance de NYERERE sur l'unité assombrit presque la situation au Zimbabwe et c'est un exemple de l'inconvenient de sa perception du processus de libération. Il essaya de convaincre MUGABE de se battre aux élections avec NKOMO, mais MUGABE s'y opposa arguant le fait que la ZANU pouvait les gagner sans l'aide de la ZAPU et que ceci éclaircirait le problème de la conduite des affaires au Zimbabwe. Cependant, ceci ne doit diminuer en rien sa contribution dans cette région vitale de la lutte de libération.

Outre sa recherche de l'unité entre les forces progressistes, NYERERE contribua à une stratégie globale pour la libération de l'Afrique par le rappel constant aux forces de libération elles-mêmes aussi bien qu'aux ennemis et à leurs supporters occidentaux que les Africains ne se battent pas pour qu'une forme de domination raciale soit remplacée par une autre. Le racisme ne doit pas remplacer le racisme. Tous ceux qui souhaitent s'installer en Afrique et voir l'Afrique devenir leurs foyers doivent être libres de le faire mais en tant que citoyens individuels et non en groupes privilégiés — privilège basé sur la race. Un des aspects les plus remarquables du nationalisme africain fut l'absence relative de racisme étant donné l'injustice raciale que les Africains ont été forcés de subir et cette absence n'est nulle part plus prononcée que dans la perception, chez NYERERE, de la société africaine de Demain : «les ennemis et les amis dans la lutte de libération ne peuvent être identifiés par leur couleur, leur origine nationale et leur étiquette politique» (20), déclare-t-il. L'importance de la guerre ou des négociations pacifiques constitue un autre aspect de la contribution de NYERERE à la lutte de libération en Afrique. Il a toujours clairement montré qu'il préférerait les négociations pacifiques aux armes pour réaliser l'indépendance politique et arrêter la répression et l'oppression de la minorité raciste. Le recours à la guerre a toujours été la dernière ressource après tous les autres échecs. Même là où il y a une guerre, NYERERE insistera pour que des moyens de pression pacifiques, diplomatiques et politiques soient dirigés simultanément vers les mêmes points. NYERERE (et Kenneth KAUNDA de Zambie) fit en sorte que ce point fut mentionné avec force dans le manifeste de Lusaka de 1969 qui fut signé par quatorze Etats de l'Afrique de l'Est, Centrale et Australe, afin de rendre leur position

claire aussi bien pour les ennemis que pour leurs supporters occidentaux. Le document fut, pour les mouvements de libération, trop conciliant et trop modéré, mais comme l'indiqua Nathan SHAMUYARIRA, (21) au pire les Etats passifs continueront à l'être et les actifs continueront à donner une assistance active aux mouvements de libération. L'importance d'une paix négociée fut uniquement testée dans le cas du Zimbabwe et NYERERE, KAUNDA et MACHELL du Mozambique placèrent leurs réputations personnelles considérables avec les forces de libération concernées. Le peuple du Zimbabwe s'est avéré digne de leur confiance.

LE SOCIALISME TANZANIEN ET LA REVOLUTION AFRICAINE

Les Tanzaniens considèrent comme évident et généralement compris que l'effort tendant à construire le socialisme dans leur pays est perçu comme partie intégrante du processus de la révolution générale africaine. En tant que pan-africaniste, NYERERE a, avec logique, insisté sur le fait que les efforts de la Tanzanie visant à améliorer le sort de son peuple seront dénués de sens aussi longtemps que d'autres pays africains resteront sous autorité étrangère. Ceci n'est pas seulement le reflet des sentiments d'un pan-africaniste engagé. Comme déjà mentionné plus haut, la présence de colonialistes portugais dans certaines parties d'Afrique Australe, de régimes racistes en Afrique du Sud et, jusqu'à l'année dernière le Zimbabwe, fait courir des risques bien déterminés à la sécurité de la Tanzanie. La présence continue d'une minorité raciste au pouvoir en Afrique du Sud est une menace actuelle à la sécurité de tous les Etats africains mais plus particulièrement du Zimbabwe, du Botswana, de la Zambie, du Mozambique, de l'Angola et de la Tanzanie. La situation de l'Afrique du Sud lui donne les énormes potentialités pour occuper le premier plan dans une confrontation majeure dans la politique de guerre froide mettant en danger la sécurité de ces états.

Cependant, en dehors de la sécurité, il y a d'autres raisons dont les développements en Tanzanie sont perçus par NYERERE comme faisant partie du processus de libération du continent. Du fait que le Tanganyika fut un protectorat de la Ligue des Nations, et aussi à cause de l'irrésistible appui que la population du pays donna à NYERERE et à la TANU, la Tanzanie continentale n'eut pas à mener une longue lutte pour avoir l'indépendance. Du reste, comme NYERERE le déclare souvent, la Tanzanie n'a ni une position stratégique, que ce soit pour le bloc soviétique ou les pays occidentaux, ni des investissements privés considérables. Ainsi, l'indépendance politique fait depuis longtemps partie de l'expérience tanzanienne, mais ce n'est pas nécessairement le cas pour les autres aspects de la libération que NYERERE a fait ressortir à Ibadan. Il est donc logique de voir jusqu'à quel point, pour la Tanzanie de NYERERE, la tentative d'édification du socialisme s'est avérée pertinente au processus de libération tel qu'il le définit lui-même.

La Déclaration d'Arusha de 1967 affirme que :

La TANU est engagée dans une guerre contre la pauvreté et l'oppression dans notre pays ; cette lutte vise à faire passer le peuple tanzanien (et le peuple africain dans son ensemble) d'un état de pauvreté à un état de prospérité (22).

La première étape de cette bataille serait de mettre en œuvre l'engagement du parti au socialisme ; une partie des buts et objectifs de la constitution de la TANU en 1961 consistait à « veiller à ce que le Gouvernement mobilise toutes les ressources du pays vers l'élimination de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie » (23). En plus des leçons tirées par NYERERE dans ses rapports avec la Grande Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest, les années 1965–66 furent celles d'un débat intense en Tanzanie quant à la future voie du pays et particulièrement en ce qui concerne la disposition du parti engageant le gouvernement vers le socialisme. A la fin de 1966, NYERERE lui-même fit une tournée dans le pays pour s'enquérir des sentiments de la population face aux événements depuis l'indépendance. Le résultat en fut l'appui qu'il donna à ceux qui souhaitaient voir le gouvernement mettre en œuvre cette disposition de la constitution du parti. L'Union Nationale des Travailleurs du Tanganyika (NUTA), dans un document distribué à la conférence demanda au gouvernement de poursuivre dans cette direction en nationalisant les principaux moyens de production et de change. C'est NYERERE lui-même qui fut chargé de la rédaction du document final et il porte son empreinte ; c'est également lui qui, tout seul, persuada la majorité écrasante des délégués d'adopter la résolution. Ceci apparut avec force dans les discussions que j'ai eues avec des participants à cette conférence (24).

Dans les semaines qui suivirent la publication de la *Déclaration*, le gouvernement prit une législation pour rendre cette politique effective. Les banques, les forêts, les compagnies d'assurance, les communications, les grandes plantations etc. furent nationalisées ; la terre avait déjà été nationalisée à l'indépendance. Après avoir payé les indemnités, il restait au gouvernement suffisamment de ressources pour s'engager dans une politique radicale de construction de l'économie plus bénéfique à la population dans son ensemble. Dans les années qui ont suivi la *Déclaration d'Arusha*, le parti a pris des mesures supplémentaires dans des domaines particuliers pour renforcer la politique du socialisme et du « self-reliance » (compter sur ses propres forces) : *L'Éducation pour le « Self-reliance »* (mars 1967) ; le Socialisme et le Développement Rural (septembre 1967) ; la *Décentralisation* (1971) ; *Muwongozo* (lignes directives du Parti) (1971) ; la *Déclaration de Musoma* (1974) , *La Résolution de Lindi* (1976). Chacune de ces mesures poussa plus loin la politique générale du socialisme et du « Self-reliance » dans des domaines spécifiques : l'éducation, le développement rural, la décentralisation administrative dans un effort d'impliquer plus de personnes à la prise de décision et une plus grande clarté du rôle du parti dans le système politique global.

Ceci ne veut pas dire que le socialisme est fermement établi en Tanzanie même selon la perception humaniste de NYERERE du socialisme en tant qu'attitude de l'esprit. Récemment, la Tanzanie a été l'objet d'attaques répétées aussi bien de la gauche que de la droite pour son échec dans sa politique de self-reliance. Loin d'être moins dépendante du capital étranger — aides, prêts, investissements privés — La Tanzanie l'est devenue plus depuis 1967. En effet la Tanzanie est devenue plus intégrée qu'avant au

système capitaliste de production. La Banque Mondiale et les autres institutions financières internationales sont couramment attirées vers la Tanzanie à cause de son système politique stable et du contrôle effectif que l'Etat exerce sur le travail. Même si la productivité est faible, la participation de l'Etat dans la propriété des moyens de production procure une assurance confortable.

En particulier, l'échec de l'expérience des villages ujamaa a été relevé comme exemple de l'échec total du socialisme tanzanien. Le programme engageait le gouvernement, le parti et leurs représentants à inciter la population vivant dans des villages ou des hameaux dispersés à s'installer dans des unités plus grandes sur une base coopérative. Ainsi les maigres ressources du gouvernement pourraient servir plus en étant concentrées dans des centres de population spécifiques. Au départ cela devait se faire volontairement, mais au début des années 70 les responsables régionaux devinrent trop enthousiasmés et commencèrent à forcer des villages entiers à déménager et à détruire leurs récoltes. Très souvent, les nouveaux villages sont situés sur des sols totalement improductifs et, dans tous les cas, ils ont tendance à ne pas suivre la rotation traditionnelle des cultures détruisant ainsi tous les sols quelle que soit leur qualité.

L'inefficacité des entreprises publiques (appelées para-publiques), l'émergence d'une petite bourgeoisie basée sur le capitalisme étatique, l'échec de l'idéologie d'égalitarisme de NYERERE à s'étendre à tous les échelons dirigeants du pays se combinent pour signifier que les promesses du socialisme en Tanzanie continuent à être loin des performances.

La Tanzanie a toujours été très sensible aux critiques de l'extérieur et c'est tout à l'honneur de NYERERE et des dirigeants tanzaniens aussi bien de défendre les réalisations de leur pays que de déclarer sans ménagement les échecs qu'ils constatent. Par exemple, dans l'évaluation générale des progrès réalisés au cours des dix premières années après la *Déclaration d'Arusha*, NYERERE montra qu'il était peut-être, le meilleur critiqueur pour ses propres actions. Il admit que « nous n'avons pas atteint notre objectif : nous ne sommes même pas en vue de l'atteindre » (25). Dans son ouvrage *« La Déclaration d'Arusha: Dix ans après, NYERERE est revenu sur ce point :*

Dix ans après la Déclaration d'Arusha, la Tanzanie n'est certainement ni socialiste ni self-reliant. La nature de l'exploitation a changé, mais elle n'a pas encore été tout à fait éliminée. Il existe toujours de grandes inégalités entre les citoyens. Notre démocratie est imparfaite. La pauvreté continue à être le lot de la majorité de nos compatriotes. Une trop grande partie de notre peuple continue encore à souffrir de l'indignité que procurent la maladie qu'on peut prévenir — et l'ignorance ; et les personnes âgées et les handicapés ne vivent pas tous dans la décence ou même dans la sécurité en dépit de l'énoncé clair de la Déclaration selon laquelle ils ont droit à l'assistance... La Tanzanie est toujours une nation dépendante, non interdépendante (27).

Le fait qu'en 1977 quelques-uns ne pouvaient obtenir certains articles « de luxes » dans les magasins de Dar-es-Salam n'inquiéta point

NYERERE du fait que la majorité du peuple n'était pas concernée. Les Tanzaniens devenaient véritablement plus conscients des problèmes quotidiens de la vie et cela, pour NYERERE signifiait que la Tanzanie faisait face à quelques-uns de ses problèmes majeurs. L'acceptation générale de la politique de socialisme et de «self-reliance», la mise sur pied de quelques institutions pour rendre cette politique effective, les expériences et les erreurs de la période suivant la Déclaration, tout cela veut dire, chez NYERERE, que la Tanzanie est bien sur la voie d'un progrès futur pour la majorité de son peuple. Certes, comparée à la plupart des pays africains (et sûrement à n'importe quel autre pays dans le monde), la Tanzanie a été capable de réduire la fourchette des salaires ; elle a procuré un niveau raisonnable de soins de santé à ses habitants étant donné ses maigres ressources ; l'enseignement est sous la responsabilité totale de l'Etat ; et un cadre de justice sociale a été mis en place. La responsabilité sociale de l'Etat pour le bien-être de la population est une réalisation que les futurs dirigeants auront du mal à détruire s'ils souhaitent s'éloigner de la voie tracée par NYERERE.

A la base de cette longue vue des réalisations de NYERERE est le succès enregistré dans l'établissement du système de parti unique en tant que forum de discussions. La perception de la démocratie chez NYERERE est que, en Afrique, avant le colonialisme, les Africains discutaient «jusqu'à ce qu'ils tombent d'accord».

Pour lui il ne devrait y avoir aucune division formelle entre le pour et le contre comme dans les perceptions contradictoires de la politique qui prévalent en Occident. Ainsi, en termes de structure, il a cherché à ériger un système de parti unique à travers lequel la population peut toujours poser des questions et participer à la prise de décisions. L'harmonie qu'il perçoit entre l'intérêt de l'individu et la société trouve son expression sous l'égide du parti. A la différence de la plupart des Etats africains, sur le plan organisationnel, le parti politique, en Tanzanie est présent du village jusqu'au niveau national et ceci lui donne une présence considérable.

Ainsi, la question de savoir si «des Africains oppriment des Africains» en Tanzanie dans le sens voulu par NYERERE, se traduit ainsi : dans le pays des différences d'opinions peuvent-elles s'exprimer au sein du parti unique ? A ce sujet deux observations peuvent être faites : d'abord la fusion du Parti Afro-Shirazi (ASP) de Zanzibar et de la TANU en 1977 pour former le «Chama Cha Mapinduzi» (le Parti Révolutionnaire) a jusqu'à présent conduit à une accentuation des qualités techniques à l'intérieur de l'appareil du parti à l'opposé de la vieille fidélité qui a toujours présidé à l'ancienne TANU. Cette promotion des techniciens sur les vieux fidèles rendra, sans doute, l'appareil du parti beaucoup plus efficace, mais fera courir le risque de détruire le lien vital entre l'administration du parti et ses militants à la base. Par conséquent, le processus de consolidation peut également aller à l'encontre des sentiments démocratiques des dirigeants tanzaniens. Ensuite, ce fait coïncide avec une tendance générale en Tanzanie de considérer tous les problèmes comme des problèmes d'administration ; les solutions ont tendance à être trouvées de manière bureaucratique. Ces développements peuvent très bien détruire l'équilibre délicat entre le contrôle strict dans le système de parti unique et la participation à l'intérieur de cette structure.

NYERERE a une fois admis que le système socio-politique qu'il mettait en place en Tanzanie pourrait se transformer facilement en système ressemblant au fascisme c'est-à-dire non pas le fascisme comme l'ont connu l'Europe et le Japon entre les deux guerres, mais un totalitarisme puissant. Le contrôle exercé par l'Etat sur la vie du pays exige que la participation et la libre discussion s'installent si l'on ne veut pas que les choses dégèrent. Si à l'avenir «des Africains ne doivent pas opprimer des Africains» en Tanzanie, alors les sentiments démocratiques ainsi que les institutions démocratiques doivent être protégés contre un esprit bureaucratique bien intentionné.

CONCLUSION

J'ai commencé cet exposé en déclarant que la contribution de NYERERE à la lutte de libération en Afrique était unique. Il en est ainsi parce qu'il a vécu en mettant ses idées en pratique et, en cela, il a été chanceux comparé à Amilcar CABRAL, ou Patrice LUMUMBA, par exemple. Il a eu plus de succès comme symbole et réalité que le grand pan-africaniste Kwame NKRUMAH ; pour NYERERE, les intérêts nationaux ne sont pas séparés de la cause pan-africaniste générale. Il a démontré une profonde perception du lien existant entre la réalité tanzanienne et la libération du continent ; ainsi, bien qu'il ait toujours préféré s'engager dans la politique étrangère plutôt que dans les problèmes nationaux, il n'a jamais pour autant perdu de vue les intérêts de son pays. Pour NYERERE, le processus de libération a été un mouvement complexe, un processus historique, qui demeure un processus continu. Dans ce processus il s'est avéré capable d'identifier les domaines dans lesquels il pourrait et peut contribuer à la cause plus grande et, avec une grande modestie il a donné une contribution durable non seulement en tant que Baba Za TAIFA (père de la nation, Tanzanie) mais en tant que véritable fils de l'Afrique. Un des faits remarquables à propos de sa longue carrière est qu'il a été en mesure de fournir une telle contribution malgré ses possibilités limitées.

NOTES

1. République Unie de Tanzanie, *Third Five Year Plan for Economic and Social Development, 1976-1981*, (Dar-es-Salam, 1976).
2. J.K. Nyerere, «The Arusha Declaration», *Freedom & Socialisme* (Londres : Oxford University Press, 1974) p. 235.
3. Nyerere, «The Process of Liberation», H. Goulbourne (ed.) *Politics and States in the Third World* (Londres : Macmillan, 1979).
4. *Ibid.* p. 249.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. *Ibid.* p. 250.
9. Nyerere «Speech at the University of the West Indies, Mona Campus, September 16, 1974», *University of Dar-es-Salam Newsletter*. Vol. 3, No. 3 Février 1975, p. 19.

10. *Ibid.*
11. Voir Cranford Pratt, *The Critical Phase in Tanzania 1945-68* (Oxford University Press, 1978) notamment le chapitre 6.
12. *Ibid.*; également Pratt, «L'African Reactions to the Rhodesian Crisis», *International Journal* (Printemps 1966) pp. 186-98.
13. Nyerere, «The Plea of the Poor», Discours à l'Université de Howard, 5 Août 1977.
14. Goulbourne, op. 241.
15. Voir, par exemple, Nyerere, «The African and Democracy» «Ujamaa ; the Basis for African Socialism» et «Democracy and the One-Party System», in *Freedom and Unity* (Oxford University Press, 1967).
16. *Ibid.* p. 109.
17. Nyerere, *Tanzania's Policy on Foreign Affairs* (Dar-es-Salam : Ministère de l'information et du Tourisme), 1967.
18. *Ibid.*, p. 8.
19. *Ibid.*
20. Goulbourne, *op. cit.* p. 258.
21. Voir Nathan Shamuyarira, «The Lusaka Manifesto on Southern Africa, Lusaka 14th - 16th April, 1969, Full Text Commentary on the Lusaka Manifesto», *The African Review*, Vol. No. 1, mars 1971.
22. Nyerere, *Freedom and Socialism*, p. 235.
23. *Ibid.*, p. 232.
24. Une grande partie de ce passage est tirée de la Recherche que Patrick Masanja (Département de Sociologie à l'Université de Dar-es-Salam) et moi-même avons mené sur le thème général de Parti, Travail et Idéologie dans la Construction Socialiste de la Tanzanie, entre 1979-81.
25. Nyerere, *The Arusha Declaration : Ten Years After*. (Dar-es-Salam, Government Printer, 1977), p. 2.
26. Nyerere, «Speech at the University of the West Indies,» *op. cit.*, p. 26.
27. Nyerere, *The Arusha Declaration: Ten Years After*, p. 2.

BIBLIOGRAPHIE

Afin de ne pas surcharger le texte, j'ai délibérément limité au minimum les notes de renvoi. Par conséquent, en plus des références données dans le texte, le lecteur peut trouver utile de consulter les ouvrages suivants :

B. V. Mwansasu et C. Pratt (eds.) *Towards Socialism in Tanzania* (University of Toronto Press, 1979) ; G. Ruhumbika (ed.), *Towards Ujamaa: Twenty Years of Tanu Leadership* (Dar-es-Salam : East African Literature Bureau, 1974) ; Issa Shvji, *Class Struggles in Tanzania* (Dar-es-Salam; Tanzania Publishing House, 1975) ; R. Martin, *Personal Freedom and the Law in Tanzania* (Nairobi : Oxford University Press, 1974) ; J. Rweyemamu, *Underdevelopment and Industrialization in Tanzania*, (Nairobi, Oxford University Press, 1974) ; W. Tordoff, *Government and Politics in Tanzania* (Nairobi : East African Publishing House, 1975); L. Cliffe et J. Saul (eds.) *Socialism in Tanzania* (Nairobi: East African Publishing House, 1972) deux volumes; M. Von Freyhold, *Ujamaa Villages in Tanzania: Analysis of a Social Experiment*

SUMMARY

In this article the author looks into NYERERE's contribution to the liberation of Africa. According to the author, NYERERE contributed not only as a Leader of a political party and a Head of State but also as a result of his strong commitment to the cause of panafricanism. The author analyses NYERERE's conception of liberation, his involvement in the liberation struggle of South Africa and his conception of socialism vis-à-vis the African Revolution.

Concerning NYERERE's conception of Liberation, the author quotes his definition which says that «liberation is a historical process but not a unique action whose achievement is celebrated every year». Four steps characterize this process: liberation from the colonial power and from racial minority; liberation from the domination of the economy by foreign powers; liberation from poverty, injustice and oppression imposed on Africans by Africans; liberation from the spiritual principle which makes Africans think that they are inherently inferior to other peoples.

This conception of liberation continuously permeates his political actions especially when it comes to getting Tanzania and himself involved in the liberation of South Africa. This is perhaps the area in which he differs significantly from most other African Leaders because he never separated the Tanzanian reality as a dominated country from the liberation of the continent. As a result of this relationship, the author says, NYERERE's conception of socialism vis-à-vis the African Revolution is one that advocates a necessary relation between these two concepts. Ample evidence of that can be found in almost all his writings.

Journal of African Marxists

A new Journal with a pan-African editorial board and support committees in many countries.

Aims to provide a forum for Marxists in Africa.

West Africa considers this a watershed in Marxist studies and commends its serious scholarship.

Africa Now calls this an important event and the first issue 'impressive'.

Africa Business said it was 'unique'.

Subscriptions are invited:

Individuals in Africa	4 a year (2copies)
Institutions in Africa	6 a year.
Airmail	3 extra.

Journal of African Marxists, 57 Caledonian Road, London N1 9DN, U.K.

Journal des Marxistes Africains

Main articles have French and Portuguese summaries